



SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE EAU PLUVIALE URBAINE DE TERRES D'ARGENTAN INTERCO

REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

PROJET



SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE EAU PLUVIALE URBAINE DE TERRES D'ARGENTAN INTERCO
TERRES D'ARGENTAN INTERCO
Règlement d'assainissement pluvial

VERSION	DESCRIPTION	ÉTABLI PAR	APPROUVÉ PAR	DATE
A	Première édition, provisoire	ESR/JND	JND	22/06/2022
B	Seconde édition	ESR/JND	JND	25/04/2023
C	Mise à jour pour prise en compte des bonnes pratiques de gestion intégrée des eaux pluviales	ESR/JND	JND	06/02/2025

ARTELIA – Direction Régionale Ouest
2 Impasse Claude Nougaro, 44800 Saint-Herblain – TEL 02 28 09 18 00

ARTELIA
16, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

AVANT PROPOS	3
CHAPITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
CHAPITRE 2. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX EAUX PLUVIALES..	6
CHAPITRE 3. REGLES RELATIVES AUX NOUVELLES IMPERMEABILISATIONS DES SOLS	9
CHAPITRE 4. CONDITIONS DE RACCORDEMENTS SUR LES RESEAUX PLUVIAUX PUBLICS.....	12
CHAPITRE 5. SUIVI DES TRAVAUX - CONTROLES	16
CHAPITRE 6. MESURES PARTICULIERES	18
CHAPITRE 7. DISPOSITIONS D'APPLICATION	19
ANNEXE 1 ENVIRONNEMENT LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE	20
ANNEXE 2 NOTICE ET RÉGLEMENT GRAPHIQUE DU ZONAGE PLUVIAL	21
ANNEXE 3 GUIDE DES BONNES PRATIQUES POUR LA GESTION INTÉGRÉE DES EAUX PLUVIALES	22
ANNEXE 4 FORMULAIRE POUR LA GESTION QUANTITATIVE DES EAUX PLUVIALES	23

AVANT PROPOS

Terres d'Argentan Interco a décidé de s'engager dans une démarche de gestion intégrée des eaux pluviales. Cela implique la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales qui intègre :

- La réalisation d'un Schéma Directeur d'assainissement pluvial : étude hydraulique sur les réseaux existants (volet curatif) puis définition d'un programme de travaux,
- L'élaboration d'un zonage des eaux pluviales (volet préventif), qui permettra à la collectivité de définir un cadre réglementaire à la gestion des eaux pluviales.

Afin de s'assurer de la mise en place des bonnes pratiques quant à la gestion des eaux pluviales, un règlement d'assainissement pluvial est mis en place.

La réalisation du schéma directeur des eaux pluviales à l'échelle des 73 communes historiques faisant partie de Terres d'Argentan Interco a permis de délimiter des communes présentant des enjeux forts vis-à-vis de la gestion des eaux pluviales.

Les zones à enjeux dont il est fait mention dans ce document sont déduites des conclusions du schéma directeur eaux pluviales.

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. COORDONNEES DE LA COLLECTIVITE

Terres d'Argentan Interco – 12 route de Sées – BP 90220 – 61205 ARGENTAN Cédex

ARTICLE 2. OBJET DU REGLEMENT

L'objet du présent règlement est de définir les mesures particulières prescrites sur le territoire de Terres d'Argentan Interco, en matière de maîtrise des ruissellements, de traitement et de déversement des eaux pluviales dans les cours d'eau, les fossés et réseaux pluviaux publics. Il précise en ce sens le cadre législatif et technique général.

Il est organisé comme suit :

- Le chapitre 1 définit les dispositions générales,
- Le chapitre 2 détaille les prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales,
- Le chapitre 3 concerne les règles relatives aux nouvelles imperméabilisations de sols,
- Le chapitre 4 est relatif aux conditions de raccordement sur les réseaux pluviaux publics,
- Le chapitre 5 présente le suivi des travaux et les contrôles,
- Le chapitre 6 définit les mesures particulières
- Le chapitre 7 définit les dispositions d'application

ARTICLE 3. PRESCRIPTIONS GENERALES

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement de la communauté de communes Terres d'Argentan Interco afin que soient protégés la sécurité, l'hygiène publique et le milieu récepteur.

ARTICLE 4. CATEGORIES D'EAUX SUSCEPTIBLE D'ETRE ADMISES AU DEVERSEMENT

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès de la collectivité sur la nature du système desservant sa propriété.

Les réseaux d'assainissement collectif de la collectivité sont de type séparatifs.

Aussi, sont susceptibles d'être déversées dans le réseau des eaux pluviales :

- Les eaux pluviales issues des gouttières et surfaces imperméabilisées, définies à l'article 5 du présent règlement ; (et non article 4)
- Les eaux de drainage et trop plein de puits/sources ;

- Certaines eaux industrielles, très peu polluées, définies par conventions spéciales de déversement.

En revanche, sont déversées obligatoirement dans le réseau des eaux usées, et en aucun cas dans le réseau d'eaux pluviales :

- Les eaux usées domestiques ;
- Les eaux assimilées domestiques ;
- Les eaux industrielles, ayant fait l'objet de conventions spéciales de déversement passées entre la collectivité et les établissements industriels à l'occasion des demandes de branchements au réseau public.

Les eaux de chaque sortie doivent être rassemblées dans des branchements distincts.

ARTICLE 5. DEFINITIONS

1. Eaux pluviales

Les « eaux pluviales » sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques.

Sont généralement rattachées aux eaux pluviales, les eaux d'arrosage et de ruissellement des voies publiques et privées, des jardins, cours d'immeuble, ...

Nota : ce règlement ne traite pas des cours d'eau ou ruisseaux, même si ces derniers sont les exutoires des collecteurs ou ouvrages pluviaux.

2. Imperméabilisation

Une « surface imperméabilisée » est une surface sur laquelle les eaux de pluie ruissellent et donc ne s'infiltrent pas. Il s'agit des surfaces bâties et des surfaces couvertes par des matériaux étanches, tels que les enrobés ou les dallages.

Les emprises des piscines ou bassins d'ornement n'entrent pas dans le décompte des surfaces imperméabilisées (dans la mesure et sous réserve qu'aucune évacuation par trop-plein ne soit possible vers le réseau public ou le milieu récepteur, hors opérations de vidange).

Le coefficient d'imperméabilisation d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles correspond au rapport des surfaces imperméabilisées sur la surface totale.

3. Opérations d'aménagement

Dans le présent règlement, le terme « opérations d'aménagement » comprend tout projet d'urbanisation qui entraîne une imperméabilisation de plus 40 m².

4. Branchement

L'appellation « branchement » désigne l'ouvrage de raccordement de l'utilisateur sous domaine public, au réseau public d'assainissement. Cette appellation est indépendante de la nature des eaux rejetées. Cet ouvrage est à la charge de l'utilisateur.

Le branchement comprend :

- **une partie publique** située sur le domaine public, avec 3 configurations principales :
 - raccordement sur un caniveau
 - raccordement sur un fossé à ciel ouvert,
 - raccordement sur un réseau enterré,
- **une partie privée** amenant les eaux pluviales de la construction à la partie publique.

ARTICLE 6. MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Le service de collecte et de traitement des eaux pluviales est un service public non obligatoire. Les administrés peuvent ne pas y recourir et décider de ne procéder à aucun rejet sur le réseau communal.

Aucun raccordement au réseau pluvial de Terres d'Argentan Interco n'est autorisé pour les futurs projets, y compris les extensions. L'intégralité des eaux pluviales devra être gérée par infiltration, directement sur la parcelle concernée.

ARTICLE 7. PRINCIPES GENERAUX

Sur les zones définies au zonage pluvial sur lesquelles ces prescriptions s'appliquent, les opérations d'aménagement dont la superficie nouvellement imperméabilisée sera supérieure à 40 m² sont soumises à la création de dispositifs de gestion quantitative des eaux pluviales.

Les réaménagements de terrains ne touchant pas (ou touchant marginalement) au bâti ainsi qu'aux surfaces imperméabilisées existant(e)s, et n'entraînant pas de modifications des conditions de ruissellement (maintien ou diminution des surfaces imperméabilisées, ainsi qu'absence de modifications notables des conditions d'évacuation des eaux) sont dispensés d'autorisation.

La demande d'autorisation devra être établie dans le respect des conditions de forme et de procédure prescrites par le présent règlement.

L'instruction des demandes permettra de s'assurer que le projet respecte à la fois les règles générales applicables aux eaux pluviales (cf. Annexe 1 pour un recensement informatif des principales règles applicables) et les prescriptions particulières du présent règlement.

ARTICLE 8. MODES DE REJETS TRAITES

Tout nouveau rejet au réseau public est proscrit :

- rejet en gargouille vers un caniveau,
- rejet par un branchement dans un fossé,
- rejet par un branchement sur le réseau pluvial public,
- rejet direct sur la voie publique.

Tous les rejets présentés ci-dessus sont strictement interdits, les eaux pluviales devront impérativement être gérées par infiltration sur la parcelle du projet.

ARTICLE 9. QUALITE DES EAUX

Les eaux infiltrées devront présenter une qualité conforme aux caractéristiques physico-chimiques définies par le SDAGE Seine-Normandie.

Sont strictement interdits dans les ouvrages d'infiltration, les déversements de matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être la cause directe ou indirecte :

- d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement,
- d'une dégradation de ces ouvrages, ou d'une gêne dans leur fonctionnement,
- ou d'une atteinte à l'environnement naturel, ou au confort du voisinage.

Il en va ainsi notamment des rejets de produits toxiques, d'hydrocarbures, de boues, de gravats, de goudrons, de graisses.

CHAPITRE 2. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX EAUX PLUVIALES

ARTICLE 10. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'étude du zonage d'assainissement pluvial de Terres d'Argentan Interco a fixé deux objectifs :

- la maîtrise des débits de ruissellement et la compensation des imperméabilisations nouvelles et de leurs effets, par la mise en œuvre d'une gestion intégrée des eaux pluviales systématique,
- la préservation des milieux aquatiques, avec la lutte contre la pollution des eaux pluviales par des dispositifs de traitement adaptés, et la protection de l'environnement.

Pour cela, un guide des bonnes pratiques de la gestion intégrée des Eaux Pluviales a été rédigé. Ce guide présente les principales orientations auxquelles devront se conformer les futurs projets.

En outre, le futur PLUIH de Terres d'Argentan Interco, auquel sera annexé le zonage pluvial, prescrit des mesures de limitation de l'imperméabilisation, qui s'appliquent à la parcelle, sur les zones urbanisées et les zones naturelles / agricoles urbanisables.

L'Annexe 2 présente la notice et la cartographie du zonage d'assainissement pluvial.

Le guide des bonnes pratiques est fourni en Annexe 3.

ARTICLE 11. GESTION DES IMPERMEABILISATIONS NOUVELLES

Sur les zones définies au zonage pluvial sur lesquelles ces prescriptions s'appliquent, il est demandé de compenser toute augmentation du ruissellement induite par de nouvelles imperméabilisations de sols (création, ou extension de bâtis ou d'infrastructures existants), par la mise en œuvre de mesures compensatoires qui consistent en des dispositifs d'infiltration, en privilégiant le recours à des techniques alternatives.

Ces dispositifs ont pour fonction principale de supprimer les débits de rejet vers les réseaux eaux pluviales, déjà fortement saturés.

Les prescriptions applicables, les règles de conception des ouvrages d'infiltration **ou régulation**, et les modalités d'évacuation des eaux, sont développées au Chapitre 3.

ARTICLE 12. GESTION DES RESEAUX PLUVIAUX

1. Règles générales d'aménagement

Les facteurs hydrauliques visant à freiner la concentration des écoulements vers les secteurs situés en aval, et à préserver les zones naturelles d'expansion ou d'infiltration des eaux, font l'objet de règles générales à respecter :

- conservation des cheminements naturels,
- ralentissement des vitesses d'écoulement,
- maintien des écoulements à l'air libre plutôt qu'en souterrain,
- profils en travers plus larges.

Ces mesures sont conformes à la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, qui s'attache à rétablir le caractère naturel des cours d'eau, et valide les servitudes de passage pour l'entretien.

2. Maintien des fossés à ciel ouvert

Sauf cas spécifiques liés à des obligations d'aménagement (création d'ouvrages d'accès aux propriétés, programme d'urbanisation communal, etc.), la couverture et le busage des fossés est interdit, ainsi que leur bétonnage. Cette mesure est destinée d'une part, à ne pas aggraver les caractéristiques hydrauliques, et d'autre part, à faciliter leur surveillance et leur nettoyage.

La largeur d'accès par busage sera appréciée en fonction de la largeur de voie (soumis à permission de voirie, le pétitionnaire aura à sa charge la fourniture des buses et têtes de sécurité et l'entretien pour maintien de l'écoulement)

Les remblaiements ou élévations de murs dans le lit des fossés sont proscrits.

L'élévation de murs bahuts, de digues en bordure de fossés, ou de tout autre aménagement, ne sera pas autorisée, sauf avis dérogatoire du service gestionnaire dans le cas où ces aménagements seraient destinés à protéger des biens sans créer d'aggravation par ailleurs. Une analyse hydraulique pourra être demandée suivant le cas.

3. Restauration des axes naturels d'écoulement

La restauration d'axes naturels d'écoulements, ayant partiellement ou totalement disparus, pourra être demandée par le service gestionnaire, lorsque cette mesure sera justifiée par une amélioration de la situation locale.

4. Respect des sections d'écoulement des collecteurs

Les réseaux de concessionnaires et ouvrages divers ne devront pas être implantés à l'intérieur des collecteurs, fossés et caniveaux pluviaux.

Les sections d'écoulement devront être respectées, et dégagées de tout facteur potentiel d'embâcle.

5. Gestion des écoulements pluviaux sur les voiries

La voirie publique participe à l'écoulement libre des eaux pluviales avant que celles-ci ne soient collectées par des grilles et/ou bouches d'égout vers le réseau.

Afin d'éviter les inondations des habitations jouxtant les voiries, une pente de 2% devra être mise en œuvre entre le seuil d'entrée de l'habitation et le niveau de la bordure haute du caniveau.

De plus le seuil de la propriété devra être relevé de 2 cm par rapport au niveau du trottoir.

ARTICLE 13. SERVITUDES

1. Cas d'un fossé

Lorsqu'un fossé est concerné par un projet d'urbanisme, une largeur libre minimale devra être maintenue, afin :

- de conserver une zone d'expansion des eaux qui participe à la protection des secteurs de l'aval,
- de conserver un espace nécessaire au passage des engins d'entretien.

Lorsque la parcelle à aménager est bordée par un fossé, les constructions nouvelles (bâtiment, clôture, ...) devront se faire en retrait du fossé, et non sur la limite parcellaire, afin d'éviter un busage et de conserver les caractéristiques d'écoulement des eaux.

La largeur libre à respecter (servitude), comme la distance minimale de retrait est de 4 mètres par rapport au sommet du talus. Des dérogations pourront être étudiées au cas par cas, en concertation avec le service assainissement de Terres d'Argentan Interco.

2. Cas d'un collecteur

Lorsqu'un collecteur pluvial est impacté par un projet d'urbanisme, une largeur libre minimale devra être maintenue, afin :

- de conserver un espace nécessaire au passage des engins d'exploitation,
- de ne pas endommager ou fragiliser le collecteur.

Lorsque la parcelle à aménager est bordée ou traversée par un collecteur pluvial, les constructions nouvelles devront se faire en retrait.

La largeur libre à respecter (servitude), comme la distance minimale de retrait est de 2 mètres de part et d'autre de l'axe du collecteur. Cette bande de terrain devra avoir, à minima, les caractéristiques d'un chemin carrossable. Le service assainissement de Terres d'Argentan Interco pourra demander une structure de voirie supportant 10 tonnes par essieux en fonction de l'état et du fonctionnement du collecteur.

Nota : Selon l'état du collecteur ainsi que de l'implantation du projet d'urbanisme, des dispositions particulières (déviation du réseau, prescriptions sur la

construction du bâtiment,...) pourront être étudiées au cas par cas, en concertation avec Terres d'Argentan Interco.

3. Projets interférant avec des collecteurs

Les projets qui se superposent à des collecteurs pluviaux d'intérêt général, ou se situent en bordure proche, devront réserver des emprises pour ne pas entraver la réalisation de travaux ultérieurs de réparation ou de renouvellement par la collectivité.

Une étude justifiant la pérennité et les possibilités d'exploitation du ou des ouvrages pluviaux permettra la mise en œuvre de dispositions particulières, validées par Argenta Intercom, dès la conception. Le cas échéant, la déviation du ou des ouvrages pluviaux sera réalisée par le service assainissement pluvial au frais du demandeur.

ARTICLE 14. ENTRETIEN, REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT

1. Collecteurs et ouvrages publics

La surveillance, l'entretien, et les réparations des collecteurs et ouvrages publics sont à la charge du service gestionnaire.

Si les interventions sur les ouvrages publics sont engendrées par une mauvaise utilisation d'un usager, les dépenses de tous ordres occasionnées seront à la charge des personnes à l'origine de ces dégâts (cf. Chapitre 7 - Article 36 - FRAIS D'INTERVENTION page 19).

2. Partie publique du branchement

La surveillance, l'entretien, et les réparations des branchements, accessibles et contrôlables depuis le domaine public sont à la charge du service gestionnaire. La surveillance, l'entretien, les réparations et la mise en conformité des branchements non accessibles et non contrôlables depuis le domaine public restent à la charge des propriétaires.

Ce dernier point vise particulièrement les ouvrages dont le curage ne pourra être réalisé par les moyens classiques.

3. Partie privée du branchement

Chaque propriétaire assurera à ses frais l'entretien, les réparations, et le maintien en bon état de fonctionnement de l'ensemble des ouvrages de la partie privée jusqu'à la limite de la partie publique (regard de branchement) ou collective.

La responsabilité du propriétaire est engagée en cas de dysfonctionnement des ouvrages et/ou d'entretien / suivi insuffisant.

Les branchements, ouvrages et réseaux communs à plusieurs unités foncières devront être accompagnés d'une convention ou d'un acte notarié, définissant les modalités d'entretien et de réparation de ces ouvrages.

ARTICLE 15. PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

1. Lutte contre la pollution des eaux pluviales

Lorsque la pollution apportée par les eaux pluviales risque de nuire à la salubrité publique ou au milieu naturel aquatique, le service gestionnaire peut prescrire au maître d'ouvrage, la mise en place de dispositifs spécifiques de prétraitement tels que dessableurs, déshuileurs, séparateurs à huiles et hydrocarbures, débourbeurs, ...

Ces mesures s'appliquent notamment à certaines aires industrielles, aux dépôts d'hydrocarbures, aux eaux de drainage des infrastructures routières et des parkings.

Lors des nettoyages de façades et toitures le pétitionnaire devra empêcher les eaux souillées de rejoindre le milieu naturel en obturant les collecteurs. Il devra assurer le traitement de ses eaux et matières. Lors des phases de constructions (habitat, clôture...) le pétitionnaire est responsable de l'état de propreté des avaloirs des réseaux) il doit veiller à mettre en place sur sa propriété une zone permettant le nettoyage des matériels liés à la construction. La remise en état et ou le nettoyage seront à la charge du propriétaire du terrain. (voir pour isolation par l'extérieur)

Il sera également demandé aux maîtres d'ouvrage d'infrastructures existantes (Conseil Général (Départemental), Etat, commune, Privés) de réaliser des mises à niveau lors d'opérations de maintenance ou de modifications importantes, en présence d'un milieu récepteur sensible et à protéger.

L'entretien, la réparation et le renouvellement de ces dispositifs sont à la charge du propriétaire sous le contrôle du service gestionnaire.

2. Protection de l'environnement aquatique

Les aménagements réalisés dans le lit ou sur les berges des cours d'eau ne devront pas porter préjudice à la flore aquatique et rivulaire d'accompagnement, qui participe directement à la qualité du milieu.

Les travaux de terrassement ou de revêtement des terres devront être réalisés en retrait des berges. La suppression d'arbres et arbustes rivulaires devra être suivie d'une replantation compensatoire avec des essences adaptées.

Le recours à des désherbants pour l'entretien des fossés, est strictement interdit.

CHAPITRE 3. REGLES RELATIVES AUX NOUVELLES IMPERMEABILISATIONS DES SOLS

ARTICLE 16. PRESCRIPTIONS APPLICABLES – LIMITATION DE L'IMPERMEABILISATION

Le PLUih de Terres d'Argentan Interco définit, sur l'intégralité de son territoire, différents types de zones urbaines. Pour tous nouveaux projets d'aménagement, l'imperméabilisation des sols par type de zone est règlementée au travers d'un **coefficient maximal d'imperméabilisation** de la zone aménagée (parcelle ou unité foncière).

Ce coefficient est une **valeur maximale qui ne doit pas être dépassée, sauf si la surface minimale imperméabilisable définie ci-dessous n'est pas atteinte.**

Le pétitionnaire devra s'assurer du respect des prescriptions du PLUih.

Pour tout projet (création ou extension d'un bâtiment ou d'un aménagement extérieur) **supérieur à 40 m² d'imperméabilisation**, le pétitionnaire devra fournir, lors de sa demande de permis de construire ou de déclaration préalable de travaux :

- Le calcul du coefficient d'imperméabilisation de sa parcelle après réalisation du projet
- Le calcul des surfaces imperméabilisées résultantes réparties par nature (surfaces imperméabilisées, surfaces semi-perméables et surfaces perméables)

Si le coefficient d'imperméabilisation de la parcelle après réalisation du projet respecte la limite maximale imposée, le pétitionnaire sera autorisé à gérer par infiltration les eaux pluviales de sa parcelle.

Dans le cas contraire, il devra réviser son projet pour respecter la limite d'imperméabilisation maximale fixée

En outre :

- Une étude de gestion des eaux pluviales est obligatoire pour toute construction en dessous du niveau de la route (cas de sous-sol, vide sanitaire... liste non exhaustive).

ARTICLE 17. PRESCRIPTIONS APPLICABLES – GESTION QUANTITATIVE DES EAUX PLUVIALES

Le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales est établi de manière à assurer un niveau de protection centennal. La pluie de période de retour 100

ans de la station de référence départementale de l'Orne, à savoir Alençon. **(Notion des 60 mm)**

Dans un souci de limitation des rejets au réseau public, l'infiltration des eaux pluviales sera systématiquement imposée.

En fonction de la localisation de la nature de l'opération, les objectifs sont variables :

▪ **Pour les nouveaux projets :**

L'objectif est la **non-connexion** des eaux pluviales. Pour ce faire, les eaux pluviales seront gérées à la parcelle, l'infiltration de 60 mm sans rejet au réseau devra être réalisée. Aucun ouvrage exclusivement hydraulique ne devra être mis en place.

Ces dispositions concernent :

- Les projets d'urbanisation neufs construits sur terrain nus
- Les projets d'urbanisation construits à la suite d'une opération de déconstruction et de reconstruction.

▪ **Pour les opérations de réaménagement urbain :**

L'objectif est de **déconnecter les eaux pluviales** pour tous les espaces actuellement raccordés au réseau, avec un minima de 25 l/m². Les réseaux existants étant sous-dimensionnés pour les pluies supérieures à la décennale, la surverse des ouvrages vers le réseau existant n'est pas souhaitable.

Ces dispositions concernent :

- Les opérations de renouvellement urbain,
- Les opérations de réfection de voirie,
- Les opérations de réaménagement de l'espace public,
- Les opérations de désimperméabilisation,
- Etc...

▪ **Pour les extensions :**

L'objectif est la **non-connexion** de l'extension. Un stockage et une imperméabilisation à la parcelle seront imposés pour une pluie de 60 mm.

Ces dispositions concernent :

- Les extensions de bâtiments,
- Les extensions de surfaces imperméabilisées.

Cf Rq 10 pdf : rechercher la déconnexion de l'existant

Tous les nouveaux projets d'aménagements devront être en accord avec le guide de bonnes pratiques pour la gestion des eaux pluviales de Terres d'Argentan Interco.

En particulier, l'aménageur **(RQ JA P11 mention des particuliers)** devra montrer la conformité du projet avec les 9 principes à mettre en œuvre pour assurer une bonne gestion intégrée des eaux pluviales, définis par Terres d'Argentan Interco.

En outre, afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes, l'aménageur devra expliciter le

Règlement d'assainissement pluvial

SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE EAU PLUVIALE URBAINE DE TERRES D'ARGENTAN INTERCO

cheminement des eaux sur l'emprise du projet en cas de phénomène météorologique majeur provoquant la surcharge et le débordement des ouvrages de gestions intégrée des eaux pluviales.

L'aménageur devra compléter le formulaire pour la gestion quantitative des eaux pluviales, fourni en annexe.

Les 9 principes à mettre en œuvre sont présentés dans le guide de bonnes pratiques pour la gestion intégrée des eaux pluviales de Terres d'Argentan Interco, et au chapitre 2.3.1.3 « Principes de fonctionnement / dimensionnement de la gestion intégrée des eaux pluviales » du règlement du zonage eaux pluviales.

ARTICLE 18. PRESCRIPTIONS APPLICABLES – GESTION QUALITATIVE DES EAUX PLUVIALES

La mise en place d'un traitement des eaux pluviales est justifiée lorsque la nature des eaux pluviales est susceptible d'être particulièrement polluante ; cela peut notamment être le cas des zones industrielles, artisanales (selon les activités présentes) et de stationnement important (zones commerciales notamment). (cf rq Er p 14)

Le traitement des eaux pluviales pourra donc être prescrit si la nature des activités présentes le justifie.

En fonction des activités, il pourra être préconisé avant infiltration :

- **une décantation des eaux pluviales** par la mise en œuvre :
 - d'un ouvrage de régulation et / ou rétention équipés d'un décanteur ;
 - de décanteurs lamellaires ; ...
- **un prétraitement des hydrocarbures et des graisses**, par la mise en œuvre de :
 - séparateurs à hydrocarbures ;
 - dégraisseurs / déshuileurs ; ...
- de se doter d'un dispositif de sécurité contre les pollutions accidentelles :
 - ouvrage de rétention étanche ;
 - vanne de confinement pour retenir les pollutions accidentelles dans l'ouvrage de rétention

CHAPITRE 4. CONDITIONS DE RACCORDEMENTS SUR LES RESEAUX PLUVIAUX PUBLICS

ARTICLE 19. CATEGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT

Les catégories d'eaux **susceptible d'être** admises sont présentées dans l'Article 4 du Chapitre 1 en page 4.

ARTICLE 20. CONDITIONS GENERALES DE RACCORDEMENT

Aucun raccordement au réseau pluvial public n'est autorisé. Le déversement d'eaux pluviales direct sur la voie publique est formellement interdit.

L'infiltration à la parcelle est obligatoire. Les différentes prescriptions relatives à la gestion quantitative des eaux pluviales sont présentées dans l'Article 17 du Chapitre 3.

Pour les cas exceptionnels où l'infiltration de 60mm d'eaux pluviales ne pourrait être réalisée (par exemple : opérations de réaménagement urbain), une dérogation pourra être fournie par Terres d'Argentan Interco après examen du dossier.

Les prescriptions des Articles 21 à 26 suivants concernent ces cas exceptionnels.

En cas de non-respect de cet article, le propriétaire sera mis en demeure d'effectuer les travaux nécessaires au dé raccordement au réseau public.

ARTICLE 21. MODALITES DE REALISATION DU BRANCHEMENT

La définition de « branchement » est énoncée à l'Article 5, page 4.

Les parties publiques et privées du branchement sont réalisées aux frais du propriétaire. Sur la partie privée, ils sont réalisés par l'entreprise de travaux publics ou de VRD de son choix, disposant des qualifications requises. Sur la partie publique, ils sont réalisés par Terres d'Argentan Interco ou par une entreprise missionnée par Terres d'Argentan Interco.

Hors branchements sur des regards existants, le service gestionnaire ne s'engage pas sur l'emplacement précis du collecteur public. La recherche des réseaux enterrés, lorsqu'ils sont mal identifiés, est à la charge du pétitionnaire.

Lorsque la démolition ou la transformation d'une construction entraîne la création d'un **nouveau branchement**, les frais correspondants sont à la charge

du pétitionnaire, y compris la suppression des anciens branchements devenus obsolètes.

La partie des branchements sur domaine public est exécutée après accord du service gestionnaire.

ARTICLE 22. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS – PARTIE PUBLIQUE

La conception des réseaux et ouvrages sera conforme aux prescriptions techniques applicables aux travaux publics, et aux réseaux d'assainissement (circulaire 92-224 du ministère de l'Intérieur notamment).

Le service gestionnaire se réserve le droit d'examiner les dispositions générales du raccordement, et de demander au propriétaire d'y apporter des modifications.

1. Cas d'un rejet vers un caniveau (soumis à permission de voirie)

Les travaux seront réalisés sur la partie publique par la collectivité ou une entreprise accréditée par celle-ci.

En présence d'un réseau public et d'un caniveau sur la voirie publique, le raccordement se fera obligatoirement par :

- une gargouille de diamètre 80 mm, vers le caniveau.
- un conduit d'écoulement type caniveau

Les gouttières seront prolongées sous les trottoirs par des canalisations en **polyéthylène** de diamètre Ø80 dans la mesure du possible, avec un sabot en fonte.

Un regard en pied de façade **pourra (sera)** être demandé par le service gestionnaire pour faciliter son entretien.

En cas de présence d'une pompe de refoulement des eaux pluviales la mise en place d'un dispositif brise jet sera impérative.

2. Cas d'un raccordement sur un fossé

Le raccordement à un fossé à ciel ouvert sera réalisé de manière à ne pas créer de perturbation : pas de réduction de la section d'écoulement par une sortie de la canalisation de branchement proéminente, pas de dégradation ou d'affouillement des talus.

Suivant les cas, le service gestionnaire se réserve le droit de prescrire un aménagement spécifique, adapté aux caractéristiques du vallon récepteur.

3. Cas d'un raccordement sur un réseau enterré

Le branchement comportera :

- une canalisation de branchement,
- un regard de visite (raccordement à un collecteur enterré) ou d'une tête de buse,

- dans certains cas, un regard intermédiaire de branchement.
- Un clapet anti-retour

Canalisation de branchement

Cette canalisation assure l'évacuation des eaux, après l'ouvrage d'infiltration ou de régulation. Son diamètre est déterminé par le débit de fuite du dispositif de régulation, auquel peut s'ajouter dans certains cas, un débit de surverse pour les pluies de périodes de retour supérieures à celles admises par ces ouvrages.

- le diamètre du branchement sera inférieur ou égal à celui de la canalisation publique
- le diamètre du branchement ne sera pas inférieur à 160 mm
- la pente du branchement sera supérieure à 3 cm/m
- le branchement sera étanche,
- les joints de raccordement seront sablés.

Regard intermédiaire de branchement

Ce regard intermédiaire ne sera créé que lorsque les caractéristiques du réseau l'exigent (linéaire de raccordement important, ...). Le service gestionnaire se réserve le droit de demander le déplacement de réseaux de concessionnaires en place, aux frais du pétitionnaire, pour éviter ce regard.

Ses caractéristiques techniques seront identiques à celles du regard de visite décrit ci-après.

Regard de visite

Sauf impossibilité technique, le dispositif de raccordement sur la canalisation publique existante comportera un regard de visite.

Si le raccordement est réalisé dans un regard existant, ce dernier sera remis en état suivant les prescriptions du service gestionnaire (dans le cas de réseaux superposés eaux usées/eaux pluviales, étanchéité du regard et tampon verrouillable).

Les raccordements seront réalisés sur les collecteurs, en aucun cas sur des grilles avaloir.

Un clapet anti-retour

Situé sur la partie privative, à double volets et fermeture manuelle.

ARTICLE 23. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS – PARTIE PRIVEE

Réseau pluvial intérieur

Il sera étanche et conçu de manière à éviter toute eau stagnante.

Il est recommandé d'établir des regards de visite à tous les changements de pente et de direction de canalisation pour faciliter l'entretien ultérieur du réseau.

Les réseaux superposés d'eaux usées et d'eaux pluviales avec regards de visite communs, ne seront pas admis (sauf contraintes techniques dûment justifiées, et sous réserve de regards étanches munis de tampons verrouillables).

Regard intérieur de curage

Ce regard pourra être demandé par le service gestionnaire dans certaines configurations de réseaux (linéaires importants, ...), pour permettre l'entretien des parties privées mais également publiques.

(demandé en publique)

Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Les dispositifs d'évacuation susceptibles de subir le reflux des eaux provenant des réseaux publics en période de fortes précipitations devront être munis d'un dispositif anti-reflux. Les tampons devront être verrouillés et les canalisations devront être étanches, et résister à la pression en cas de mises en charge.

Le propriétaire est responsable du choix, de l'entretien et du bon fonctionnement du dispositif.

Descentes des gouttières

Les eaux de toiture devront être évacuées au niveau des chaussées, de manière à ne pas créer de gênes ou de risques.

ARTICLE 24. CAS DES RESEAUX PRIVES COMMUNS

1. Dispositions générales pour les réseaux privés communs

Les réseaux privés communs sont des réseaux privés qui desservent au moins 2 lots. Ces réseaux sont soumis aux mêmes prescriptions que celles exigées pour le réseau public (Article 21 et Article 22).

2. Modalités de branchements

Le pétitionnaire déposera une demande de permission de voirie au service gestionnaire.

Le plan de masse coté des travaux comportera l'emprise totale de la voie, le profil en long du réseau jusqu'au raccordement sur collecteur public, l'ensemble des branchements sur le réseau.

Les branchements sur des ouvrages privés devront être autorisés par leurs propriétaires.

Le raccordement sur le réseau privé est soumis aux mêmes prescriptions que celles exigées pour le raccordement sur le réseau public (Article 22). De plus, le raccordement sur le réseau privé commun doit se faire par l'intermédiaire d'une culotte de branchement.

3. Exécution des travaux, conformité des ouvrages

Le service gestionnaire se réserve le droit de contrôler en cours de chantier la qualité des matériaux utilisés, et le mode d'exécution des réseaux privés et branchements.

L'aménageur lui communiquera à sa demande, les résultats des essais de mécanique des sols relatifs aux remblais des collecteurs, des tests d'étanchéité des canalisations, et le rapport de l'inspection vidéo permettant de vérifier l'état intérieur du collecteur. En l'absence d'éléments fournis par l'aménageur, un contrôle d'exécution pourra être effectué par le service gestionnaire, par inspection télévisée ou par tout autre moyen adapté, aux frais des aménageurs ou des copropriétaires.

Dans le cas où des désordres seraient constatés, les aménageurs ou les copropriétaires seraient tenus de mettre en conformité les ouvrages.

Le réseau ne pourra être raccordé au réseau public et mis en service que s'il est conforme aux prescriptions du présent règlement, et si les plans de récolement fournis ont été approuvés.

4. Conditions d'intégration au domaine public

Les installations susceptibles d'être intégrées au domaine public devront satisfaire aux exigences suivantes :

- Etat général satisfaisant des canalisations et des ouvrages, un diagnostic général préalable du réseau devra être réalisé (plan de récolement, inspection vidéo,...).
- Emprise foncière des canalisations et ouvrages suffisante pour permettre l'accès et l'entretien par camion hydrocureur, les travaux de réparation ou de remplacement du collecteur. L'emprise foncière devra être régularisée par un acte notarié.

La collectivité se réserve le droit d'accepter ou de refuser l'intégration d'un collecteur privé au domaine public, et de demander sa mise en conformité.

ARTICLE 25. COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION DE RACCORDEMENT – DOSSIER D'EXECUTION

1. Nouveau branchement

Tout nouveau branchement sur le domaine public communal fait l'objet d'une demande de permission de voirie auprès de Terres d'Argentan Interco. Après instruction, un arrêté de raccordement au réseau pluvial est délivré.

Cette demande implique l'acceptation des dispositions du présent règlement. Elle est établie en 2 exemplaires, un pour le service gestionnaire, un pour le propriétaire.

2. Modification ou régulation d'un branchement existant

Le service gestionnaire se réserve le droit de demander le dépôt d'un nouveau dossier de demande de raccordement au réseau pluvial, pour régulariser le branchement existant (cas d'un branchement borgne par exemple) ou pour compléter le dossier antérieur.

3. Dossier d'exécution – Pièces à fournir

La demande est établie en deux exemplaires.

Cas général :

Le dossier d'exécution comprend :

- dans le cas d'une gestion des eaux de pluie et de ruissellement par rétention :
 - 1 plan de masse de l'opération coté (cotes du terrain naturel, cotes fil d'eau des canalisations et ouvrages, diamètre des canalisations, nature des matériaux, ...), permettant la localisation et l'inventaire exhaustif des surfaces bâties et imperméabilisées au sol,
 - 1 tableau récapitulatif des surfaces imperméabilisées, et la somme de celles-ci,
 - 1 profil du dispositif jusqu'au raccordement au réseau,
 - la note de calcul ayant permis le dimensionnement de(s) l'ouvrage(s) d'infiltration ou de régulation
 - le cas échéant, les demandes de renseignement (D.R.) réalisées auprès des différents concessionnaires afin de vérifier la faisabilité du branchement (gaz, télécommunication, électricité, eau potable, ...).
- dans le cas d'une gestion des eaux de pluie et de ruissellement par infiltration : (cas exceptionnel empêchant infiltration)
 - l'ensemble des pièces citées ci-dessus,
 - l'étude pédologique (perméabilité, niveau de la nappe, ...) ayant permis le dimensionnement du ou des ouvrages d'infiltration.

Nota : En l'absence d'exutoire pluvial, les demandes de renseignements ne sont pas à fournir.

Dossier d'opération d'aménagement conduisant à la création d'un réseau privé commun (infiltration semble possible sur un projet neuf)

- l'ensemble des pièces citées ci-dessus,
- les surfaces imperméabilisées sur les parties publiques
- les surfaces imperméabilisées respectives de chaque lot
- un profil en long du réseau jusqu'au raccordement sur le collecteur public.

ARTICLE 26. INSTRUCTION

1. Pré-requis

Terres d'Argentan Interco répondra aux demandes de raccordement après enregistrement de la permission de voirie conforme aux prescriptions ci-dessus.

Nota : Pour les cas complexes, une réunion préparatoire avec le service gestionnaire est recommandée, afin d'examiner les contraintes locales notamment en matière d'évacuation des eaux.

2. Cas de refus

La demande de raccordement pourra être refusée :

- si le réseau interne à l'opération n'est pas conforme aux prescriptions de Terres d'Argentan Interco,
- si les caractéristiques du réseau récepteur ne permettent pas d'assurer le service de façon satisfaisante.
- si incapacité technique de raccordement.

3. Recours

Si le pétitionnaire n'est pas satisfait de la décision de Terres d'Argentan Interco, il dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet explicite ou de l'intervention de décision implicite de rejet décrite au paragraphe 2 de l'Article 26 pour saisir Terres d'Argentan Interco d'un recours gracieux ou le tribunal administratif d'un recours contentieux. Passé ce délai, la décision de rejet sera définitive et ne sera plus susceptible de recours.

CHAPITRE 5. SUIVI DES TRAVAUX - CONTROLES

ARTICLE 27. SUIVI DES TRAVAUX -

Afin de pouvoir réaliser un véritable suivi des travaux, le service gestionnaire devra être informé par le pétitionnaire au moins 15 jours avant la date prévisible du début des travaux.

L'agent du service gestionnaire est autorisé par le propriétaire à entrer sur la propriété privée pour effectuer ce contrôle.

Il pourra demander le dégagement des ouvrages qui auraient été recouverts.

(Lesquels en privé ou domaine public si impossibilité infiltration)

ARTICLE 28. CONTROLES DE CONFORMITE

Terres d'Argentan Interco procèdera, lors de la mise en service des ouvrages, à une visite de conformité dont l'objectif est de vérifier notamment :

- les dispositifs d'infiltration,
- les conditions d'évacuation des eaux en cas de débordement des ouvrages de gestion des eaux pluviales

Par ailleurs, le service gestionnaire se réserve le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts seraient constatés, le propriétaire devrait y remédier à ses frais.

ARTICLE 29. CONTROLE DES OUVRAGES PLUVIAUX

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales doivent faire l'objet d'un suivi régulier, à la charge des propriétaires : curages et nettoyages réguliers, vérification des canalisations de raccordement, vérification du bon fonctionnement des installations (pompes, ajutages), et des conditions d'accessibilité. Une surveillance particulière sera faite pendant et après les épisodes de crues.

Se reporter au zonage pluvial pour les prescriptions d'entretien et de suivi des dispositifs.

Il en sera de même pour les autres équipements spécifiques de protection contre les inondations : clapets, portes étanches, etc.

Ces prescriptions seront explicitement mentionnées dans le cahier des charges de l'entretien des copropriétés et des établissements collectifs publics ou privés.

Des visites de contrôle des ouvrages seront effectuées par le service gestionnaire. Les agents devront avoir

accès à ces ouvrages sur simple demande auprès du propriétaire ou de l'exploitant.

En cas de dysfonctionnement avéré, un rapport sera adressé au propriétaire ou à l'exploitant pour une remise en état dans les meilleurs délais.

Le service gestionnaire pourra demander au propriétaire d'assurer en urgence l'entretien et le curage de ses ouvrages.

ARTICLE 30. CONTROLE DES RESEAUX ET AUTRES OUVRAGES PRIVES

Le service gestionnaire pourra être amené à effectuer tout contrôle qu'il jugera utile pour vérifier le bon fonctionnement du réseau et des ouvrages spécifiques (dispositifs de pré-traitement, ...). L'accès à ces ouvrages devra lui être permis.

En cas de dysfonctionnement avéré, le propriétaire devra remédier aux défauts constatés en faisant exécuter à ses frais, les nettoyages ou réparations prescrits.

Le service gestionnaire pourra demander au propriétaire d'assurer en urgence l'entretien et la réparation de ses installations privées.

ARTICLE 31. SANCTIONS

1. Raccordement non autorisé

Tout raccordement au réseau de collecte réalisé sans qu'ait été au préalable obtenue l'autorisation prévue dans l'Article 7 du présent règlement, sera sanctionné, au cas de dégradation des voies publiques ou de leurs dépendances, par une contravention de voirie dans les conditions prévues à l'article R. 116-2 du Code de la voirie routière.

Terres d'Argentan Interco pourra en outre mettre en demeure les propriétaires des raccordements non autorisés à se conformer aux obligations du présent règlement.

2. Rejet direct sur la voie publique

Seront également sanctionnés par des contraventions de voirie tous rejets effectués sur la voie publique de nature à nuire à la salubrité et à la sécurité publique ou d'incommoder le public.

Dans une telle hypothèse, Terres d'Argentan Interco pourra mettre en demeure le propriétaire de la construction à l'origine du rejet de faire cesser le déversement des eaux pluviales et/ou de réaliser les travaux de raccordement conformément aux prescriptions du présent règlement. Terres d'Argentan Interco pourra également procéder d'office aux travaux indispensables, aux frais des intéressés.

3. Modification du rejet

Si les conditions de rejet des eaux pluviales telles que définies par le présent règlement venaient à ne plus être respectées, Terres d'Argentan Interco pourra mettre en demeure le propriétaire de se conformer à ses obligations. Il pourra, en cas de mise en demeure

restée inefficace, être décidé de la suspension de l'autorisation de déversement, jusqu'à ce que la mise en conformité soit constatée.

4. Contrôle et suivi

Terres d'Argentan Interco pourra contrôler la qualité d'exécution des travaux de pose de collecteurs ou de raccordement, ainsi que leur maintien en bon état de fonctionnement.

Elle pourra également contrôler la qualité des eaux versées dans le réseau.

CHAPITRE 6. MESURES

PARTICULIERES

ARTICLE 32. INFRACTIONS ET POURSUITES

Les infractions au présent règlement sont constatées par un agent de police assermenté (maire, adjoint, agent assermenté, etc...). Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 33. VOIES DE RECOURS DES USAGERS

En cas de faute de la collectivité, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires compétents pour les différends entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service.

Préalablement à la saisine des tribunaux l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au responsable de l'organisation du service. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ARTICLE 34. MESURES DE SAUVEGARDE

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre la collectivité et des établissements industriels, troublant gravement, l'évacuation des eaux pluviales ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. La collectivité pourra mettre en demeure l'utilisateur par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

Si cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la collectivité procède à l'isolement du branchement.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ par un agent du service d'assainissement.

ARTICLE 35. CAS DES RACCORDEMENTS EPHEMERES

Pour les demandes de raccordements, dans le cadre de marchés, foires, manifestations...un forfait journalier pourra être appliqué, dont le montant sera fixé par l'assemblée délibérante. (en EP ??)

CHAPITRE 7. DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 36. FRAIS D'INTERVENTION

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'assainissement, les dépenses de tous ordres occasionnées seront à la charge des personnes qui sont à l'origine de ces dégâts.

Les sommes réclamées aux contrevenants couvriront les frais occasionnés par la remise en état des ouvrages : désinfection des réseaux publics souillés, réparations diverses, etc.

Elles seront déterminées en fonction du temps passé, du personnel engagé et du matériel déplacé.

Pour l'établissement des frais, les services gestionnaires concernés pourront utiliser comme base de facturation, les montants définis dans les bordereaux de prix des marchés publics, conclus entre Terres d'Argentan Interco et des entreprises spécialisées pour des prestations ou travaux de même nature.

ARTICLE 37. DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à compter de sa date de transmission au service du contrôle de légalité et est disponible dans les locaux de la collectivité organisatrice. Tout règlement antérieur est abrogé de ce fait.

Le présent règlement est transmis aux demandeurs de raccordement dès leur première démarche.

ARTICLE 38. MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service, trois mois avant leur mise en application.

ARTICLE 39. CLAUSES D'EXECUTION

Le représentant de la collectivité, les agents habilités à cet effet, et le receveur communautaire en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

ANNEXE 1

ENVIRONNEMENT LEGAL ET REGLEMENTAIRE



ANNEXE 2

NOTICE ET REGLEMENT GRAPHIQUE DU ZONAGE PLUVIAL



ANNEXE 3

GUIDE DES BONNES PRATIQUES POUR LA GESTION INTEGREE DES EAUX PLUVIALES



ANNEXE 4

FORMULAIRE POUR LA GESTION QUANTITATIVE DES EAUX PLUVIALES

